

"La vache est trop grasse pour nous" dans Süddeutsche Zeitung (13 janvier 1971)

Légende: Le 13 janvier 1971, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung trace un portrait des opposants au Marché commun en Grande-Bretagne et examine les principaux griefs des "Anti-Marketeers" contre l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. DÜRRMEIER, Hans ; Herausgeber HEIGERT, H. 13.01.1971, n° 11; 27. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Die Kuh ist zu fett für uns", auteur:Schröder, Dieter , p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_vache_est_trop_grasse_pour_nous_dans_suddeutsche_zeitung_13_janvier_1971-fr-85288f05-0097-4226-90ef-96099ef78e20.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Grande-Bretagne: front grandissant des opposants à la CEE

«La vache est trop grasse pour nous»

La crainte de l'augmentation des prix des denrées alimentaires est autant utilisée pour la propagande que la peur d'une perte de souveraineté

Par notre correspondant Dieter Schröder

Londres, janvier

L'Europe des Six revêt différentes formes effrayantes dans les cauchemars des opposants britanniques à la CEE: elle a tout d'abord emprunté les traits du général de Gaulle qui voulait soumettre la fière Albion à l'hégémonie française; elle est ensuite apparue sous la forme d'une vache grasse, qui donnait du lait sans relâche et menaçait d'ensevelir le royaume insulaire britannique sous une couche grasse de beurre plus coûteux; elle s'est finalement incarnée dans les «Bureaucrates de Bruxelles», qui, dans la mythologie de la CEE vue par les Britanniques, représentent le Malin en personne, parce qu'ils veulent dérober au peuple britannique sa démocratie et aller encore plus loin dans leurs intentions criminelles que les banquiers suisses, et soi-disant tenter de maintenir la Grande-Bretagne dans une situation de dépendance en matière de taux d'intérêts.

Tant que de Gaulle gouvernait, les opposants à la CEE pouvaient calmer leurs angoisses à la pensée que tout n'était qu'un rêve et que le général empêcherait le pire seulement avec son veto. Depuis qu'il n'est plus parmi nous, le danger que le cauchemar devienne un jour réalité existe bel et bien. Plus les négociations avancent à Bruxelles, plus les «opposants au Marché commun» réfléchissent jour et nuit aux nouvelles répercussions effrayantes de l'appartenance à la CEE, afin de transmettre la peur aux Britanniques et d'engendrer un climat de panique. Jusqu'ici, ils peuvent être satisfaits de leur campagne, leur succès représente un réel danger pour le Premier ministre Heath, qui peut cette fois espérer conclure avec succès les négociations à Bruxelles, mais qui doit craindre qu'une majorité de la Chambre des communes et de la population lui refuse son approbation en ce qui concerne l'adhésion à la CEE.

David contre Goliath

La lutte des «opposants au Marché commun» contre le gouvernement favorable à l'adhésion et la direction des trois partis de la Chambre des communes, obligeante envers la CEE, ressemble à un duel opposant David à Goliath. Ce qu'il manque à David en matière de force, il le compense par la rapidité et par la certitude, influencée par la confiance en soi, que Goliath se tient sur les pieds d'argile d'un consensus limité au quartier du gouvernement londonien. La majorité de la population soutient par contre les guérillas anti-CEE, qui peuvent asseoir leur lutte sur le fait que, selon le plus récent sondage Gallup, deux tiers de la population refusent l'entrée à la CEE et désapprouvent la demande d'adhésion du gouvernement.

Plusieurs petites organisations, comme la «Anti-Commonmarket-League» et le «Comité travailliste de défense contre la CEE» ont essayé jusqu'au début de cette année d'accroître cette inversion directe de l'opinion du milieu des années soixante et d'en tirer profit. La Conférence au sommet de la CEE à La Haye en décembre 1969, qui s'est prononcée en faveur d'un nouveau tour de négociations avec la Grande-Bretagne, a néanmoins appris aux opposants à la CEE à associer et à renforcer leurs efforts face au danger qui approche. Les opposants à la CEE ont trouvé en Douglas Jay, ancien ministre du Commerce (congédié du gouvernement durant l'été 1967 à cause de son rejet de la demande d'adhésion de Wilson, Premier ministre de l'époque), un chef de file énergique qui a réuni en février 1970 toutes les organisations d'opposition pour la «Commonmarket Safeguards Campaign», pour la campagne de protection contre le Marché commun.

Même regroupées, ces organisations comptent environ 10.000 membres seulement. Elles constituent une minorité active qui marche vigoureusement en tête de la majorité silencieuse. Leurs moyens financiers sont si limités, qu'elles peuvent seulement se permettre un petit bureau de deux pièces sur la prestigieuse Park

Lane de Londres, un directeur et une secrétaire. La campagne est uniquement financée par les dons de Britanniques hostiles à la CEE. Le directeur Ron Leighton exhibe fièrement les dons qui sont arrivés en un seul jour par le courrier du matin. Quatre chèques, respectivement d'une valeur d'une livre, de deux livres, de cinq livres et de vingt-cinq livres. Cependant, nombreux sont ceux qui envoient seulement le montant minimal de dix schillings. Voilà pourquoi les finances de l'organisation ont l'air misérables en comparaison avec l'aisance financière des partisans de la CEE. En Grande-Bretagne, le Mouvement européen, qui fait la propagande de l'adhésion à la CEE, reçoit annuellement un subside d'une valeur de 70.000 marks exactement, extrait du budget du Foreign Office, et l'année passée, il a récolté des dons pour environ 4 millions de marks.

Quelques schillings sacrifiés pour un don

La proportion des sommes données ne fait toutefois pas office de baromètre pour l'humeur de la population. La Safeguards-Campaign est majoritairement soutenue par de simples Britanniques qui sacrifient quelques schillings pour se défendre contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires. En revanche, le Mouvement européen reçoit plutôt ses dons de l'industrie qui désire l'adhésion, car elle lui promet les avantages d'un plus grand marché européen. Il n'y a cependant pas de disparité sociale ni de ligne de démarcation en ce qui concerne la politique de parti entre les deux organisations. On retrouve des partisans et des détracteurs de l'adhésion à la CEE dans toutes les classes sociales et tous les partis. A la tête du Mouvement européen se trouvent des conservateurs comme Lord Harlech, ancien ambassadeur à Washington, Duncan Sandys, le gendre de Churchill et Georges Brown, ancien ministre travailliste des Affaires étrangères et actuel Lord. La campagne anti-CEE regroupe un spectre encore plus diversifié, tant de la gauche que de la droite. Parmi ses protecteurs, on trouve des syndicalistes d'extrême-gauche comme Jack Jones, secrétaire général du syndicat des ouvriers du transport, et des politiques réactionnaires comme Sir Gerald Nabarro, député conservateur de la Chambre des communes.

Malgré ses moyens limités, la Safeguards-Campaign hostile à l'Europe exerce une influence bien plus forte sur la population que le Mouvement européen. Cela se révèle toutefois aussi plus facile pour elle que pour les «Européens», car il lui suffit d'attiser les peurs et les craintes des Britanniques. Le gouvernement lui-même doit admettre que l'entrée dans la CEE signifie une hausse des prix des denrées alimentaires. Des tracts montrant des statistiques comparatives des prix des denrées alimentaires en Grande-Bretagne et dans la CEE font donc partie du matériel de propagande privilégié des opposants à la CEE. La vache à lait européenne doit servir à effrayer les consommateurs et faire office de symbole pour la «politique agricole absurde et insensée» de la CEE. «Elle est trop grasse pour nous», lit-on dans un de ces tracts, qui n'oublie pas non plus de mentionner qu'il y a 24 millions de vaches à lait semblables dans la CEE et que les prix des produits laitiers sont maintenus artificiellement à la hausse pour «garantir l'existence de millions de petits agriculteurs allemands et français improductifs».

Il ne croit pas que la période de transition pour la Grande-Bretagne, sur laquelle on est en principe d'accord à Bruxelles, puisse amenuiser les difficultés d'adaptation britanniques: «Nous avons seulement le choix entre la mort subite et l'étranglement progressif.»

La menace des prix élevés du beurre et de la viande dans la CEE présente cependant des inconvénients: tout d'abord, les prix des denrées alimentaires augmentent constamment en Grande-Bretagne comme ailleurs; ensuite, l'ajustement au niveau des prix de la CEE ne s'effectuera que lentement. Les opposants à la CEE doivent donc s'attendre à ce que leur arme de propagande perde quelque peu de sa force de dissuasion avec le temps. C'est pourquoi ils ont développé en temps voulu un second front politique qui est selon eux menacé par des dangers encore plus graves, à savoir la dépendance vis-à-vis de la Commission «non-démocratique» de la CEE à Bruxelles ou même l'évolution de la CEE vers une confédération d'Etats dans laquelle la Grande-Bretagne perdrait son «indépendance nationale» et deviendrait un «Etat fédéral comme la Californie, la Pennsylvanie ou l'Ukraine». Non seulement l'institution britannique la plus sacrée, la Chambre des communes, devrait renoncer à son indépendance, mais la Reine devrait aussi céder le pas à un «Président de l'Europe».

Mise en garde contre le rêve

Un des tracts met ouvertement en garde contre la «pure chimère», selon laquelle les politiques et les fonctionnaires britanniques prendront les rênes politiques de la CEE après l'adhésion. La «machine politique» de la CEE est conçue pour les intérêts français, écrit l'auteur William Pickles, et il en tire la conclusion suivante: «Même pas nos esprits les plus remarquables pourraient y changer quelque chose, pas plus que les Allemands et les Français ne peuvent apprendre à penser comme les Britanniques ou à se comporter comme eux.»

Ron Leighton conteste toutefois que les arguments politiques en défaveur de l'appartenance à la CEE puissent remplacer les arguments économiques qui s'affaiblissent progressivement. Il le voit différemment: «Les raisons politiques sont maintenant au premier plan car nous avons déjà gagné le conflit sur les raisons économiques.» Il y a toutefois une autre raison pour transposer la lutte sur le front politique. Plus le jour de la décision approche, plus il est important pour Leighton et ses amis d'obtenir à la Chambre des communes une majorité opposée à l'entrée dans la CEE.

Même à cette occasion, la Safeguards-Campaign ne laisse échapper aucun argument. Elle prétend que la signature des Traités de Rome restreint la liberté de décision et le droit d'imposition de la Chambre des communes. Par exemple, selon les Traités de Rome, aucun membre ne peut se retirer unilatéralement de la CEE. Selon la tradition constitutionnelle britannique, la Chambre des communes ne peut toutefois pas prendre un tel engagement car ses décisions ne sont valables que pour la durée d'une législature et que chaque Parlement nouvellement élu est complètement libre d'annuler les décisions du précédent. Le gouvernement lui-même connaît cet obstacle, et il a demandé à deux anciens ministres de la Justice, un conservateur et un travailliste, de mener une étude à ce sujet. Tous deux en sont arrivés à la sage conclusion que la Chambre des communes pouvait décider du retrait – mais qu'elle ne pouvait le faire contre la volonté des autres partenaires seulement en cas de violation du droit international public.

Plus difficile à réfuter est l'affirmation des opposants à la CEE selon laquelle le Parlement actuel ne dispose plus du tout de mandat pour décider de l'entrée dans la CEE, parce que l'appartenance à la CEE n'était pas l'objet de la dernière campagne électorale ni donc de la décision des électeurs. Les deux partis se sont uniquement engagés, dans leurs programmes électoraux, à amorcer des négociations. La Safeguards-Campaign exige à cette fin qu'on organise, avant le vote sur l'entrée dans la CEE, soit de nouvelles élections, soit un référendum, soit un vote libre à la Chambre des communes. Leighton renvoie au dernier sondage Gallup selon lequel 42% des personnes interrogées sont en faveur d'un référendum, 23% en faveur de nouvelles élections et 15% en faveur d'un vote libre, soit au total 82% en faveur des revendications de son organisation.

Cependant, de nouvelles élections permettront une décision claire des électeurs seulement si un des deux grands partis entame la campagne électorale avec un «non» clair à l'adhésion à la CEE. Dans l'état actuel des choses, ce parti ne peut être que le Parti travailliste, et Leighton et ses gens s'efforcent d'inciter le parti à prononcer un tel «non». Ils espèrent que, pendant le Congrès du parti en octobre 1971, ils réussiront ce qu'ils ont failli réussir lors du Congrès du parti en octobre 1970. D'ici là, ils espèrent également que ceux qui voteront «non» prendront l'avantage dans le groupe parlementaire, où tout juste la moitié des députés travaillistes sont déjà dans leur camp.

Si toutefois les opposants à la CEE devaient ne pas s'imposer dans le Parti travailliste, la Safeguards-Campaign persistera sur sa revendication de référendum. Certes, une consultation populaire est étrangère à la tradition constitutionnelle britannique, mais la Chambre des communes est souveraine et peut décider de tout, même d'un référendum. Un petit, mais néanmoins éminent et déterminé groupe de politiques des deux partis a déjà repris cette revendication à son compte. Il n'a toutefois aucune chance de s'imposer. Il est beaucoup plus probable que les opposants à la CEE et les indécis s'imposent en demandant un «vote libre» pour lequel la discipline du groupe parlementaire est levée. Pour Wilson, le chef de l'opposition, un vote libre serait opportun, car cela lui épargnerait alors de prendre position pour un des deux camps et de risquer une division au sein du parti. Après tout, on peut toujours rappeler au Premier ministre Heath sa promesse électorale d'autoriser les opposants au Marché commun, pour des raisons morales, à lever la discipline du groupe parlementaire.

Heath ne pourra cependant plus se permettre une telle générosité. Le nombre des opposants à la CEE dans le groupe parlementaire conservateur se situe, selon des estimations, entre 30 et 50, et il est en tout cas plus important que la majorité du parti au pouvoir, qui compte pour l'instant 30 voix tout juste. Heath est donc obligé d'obtenir le soutien de la petite poignée des partisans de la CEE du Parti travailliste, dont le nombre présumé est de 60. On peut toutefois pour le moins se demander si tous sont prêts – comme leur meneur, l'ancien chancelier de l'Echiquier, Roy Jenkins, à risquer qu'une division s'opère au sein du parti lors du vote sur l'entrée dans la CEE. Ron Leighton se réjouit pour cette raison: «Heath gagnera difficilement l'approbation de la Chambre des communes.»

En effet, le gouvernement est actuellement plus préoccupé par les événements qui touchent les derniers rangs de la Chambre des communes que par la poursuite des négociations à Bruxelles. En fin de compte, ceux-là qui mettent en garde et qui pensent que Heath aurait laissé la place aux opposants à la CEE depuis trop longtemps déjà et qu'il aurait remis à trop tard la campagne nécessaire pour faire changer les Britanniques d'avis, pourraient avoir raison. Au numéro 10 de la Downingstreet, on veut en donner le signal de départ, mais seulement après une percée décisive à Bruxelles. D'ici là, Heath cède le pas à son ministre des Affaires européennes, Rippon, pour répandre l'optimisme. Lui-même veut se laisser le chemin de la retraite libre – au cas où les négociations termineraient encore dans une impasse.